

# OTTAWA: déficit de \$616,600,000

## RECETTES ET DEPENSES

OTTAWA. — Compte des recettes et dépenses du gouvernement canadien, contenu dans le Livre blanc déposé hier aux Communes.

### Sommaire

	1957-58	1958-59
Recettes	\$5,047,400,000	\$5,387,400,000
Depenses	\$5,664,000,000	\$6,166,000,000

### Recettes

#### IMPOTS DIRECTS

Impôt sur le revenu des particuliers	1,400,000,000	1,371,000,000
des sociétés	1,234,000,000	1,202,000,000
Divid. intérêts, allant à l'étranger	84,300,000	60,000,000
Droits de succession	11,800,000	73,000,000
Total des impôts directs	2,730,100,000	2,533,000,000

#### TAXES INDIRECTES

Droits de douane	408,100,000	488,000,000
------------------	-------------	-------------

#### DROITS D'ACCISE

Spiritueux, malt et bière	171,800,000	180,800,000
Cigarettes, tabac, cigares	131,700,000	141,000,000
Moins remboursements	-3,500,000	-4,200,000

#### TAXES D'ACCISE

Taxe de vente	702,200,000	691,000,000
Automobiles	72,300,000	69,400,000
Liqueurs douces	600,000	600,000
Bonbons, gommes à mâcher	142,400,000	150,000,000
Cigarettes, tabac, cigares	5,300,000	5,600,000
Aliments et boissons	18,900,000	17,500,000
Produits de beauté	6,300,000	6,700,000
Vins	2,700,000	3,100,000
Divers	1,400,000	1,200,000
Pernis, intérêts et divers	800,000	500,000
Moins remboursements	-1,700,000	-2,500,000
Divers	1,300,000	1,200,000
Total des taxes indirectes	1,792,300,000	1,741,200,000

#### AUTRES RECETTES

Recettes non fiscales	428,000,000	496,600,000
Recettes totales	\$5,047,400,000	\$5,387,400,000

### Depenses

Agriculture	\$4,700,000	\$68,500,000
Energie atomique	21,000,000	26,100,000
Bureau des gouverneurs de la radio	42,000,000	100,000
Radio - Canada	42,000,000	62,100,000
Directeur des élections	13,600,000	2,200,000
Citoyenneté - immigration	31,500,000	34,500,000
Commission du service civil	2,200,000	2,500,000
Production de défense	13,000,000	14,400,000
Affaires extérieures	50,200,000	76,100,000
Intérêts de la dette publique	539,000,000	609,400,000
Service de la dette publique	500,000	700,000
Subventions aux provinces	20,000,000	20,000,000
Parage fiscal	353,200,000	423,200,000
Subventions aux municipalités	17,500,000	23,000,000
Océanographie	18,000,000	23,000,000
Océanographie au Conseil des arts	100,000,000	100,000,000
Pêcheries	18,400,000	22,100,000
Justice	7,200,000	7,700,000
Pensions	12,700,000	16,900,000
Travail	91,700,000	92,100,000
Chambre des communes	5,000,000	5,000,000
Senat	1,500,000	1,700,000
Mines et relevés techniques	18,700,000	21,000,000
Office du charbon	8,000,000	11,100,000
Defence nationale	1,608,500,000	1,412,000,000
Office national du film	4,000,000	4,200,000
Santé et bien-être	38,400,000	42,000,000
Allocations familiales	437,000,000	474,900,000
Assurance hospitalière	21,600,000	27,900,000
Conseil national des recherches	4,000,000	4,200,000
Revenu national	67,700,000	69,500,000
Affaires du Nord	49,100,000	72,000,000
Postes	123,200,000	127,900,000
Travaux publics	136,600,000	161,900,000
Route Trans-Canada	49,400,000	50,000,000
Industrie royale	47,400,000	52,500,000
Commerce	23,600,000	26,500,000
Transport	206,700,000	200,000,000
Armées combattantes	277,200,000	299,800,000
Divers	333,200,000	439,000,000
Depenses totales	\$5,664,000,000	\$6,166,000,000

OTTAWA. — \$616,600,000: tel est l'envergure du déficit de l'exercice financier 1958-1959 prévu dans le livre blanc que le ministre des finances, M. Fleming, a déposé hier aux Communes en prévision de l'exposé budgétaire du prochain exercice qu'il doit faire dès ce soir. Les dépenses ont atteint le chiffre inégalé de \$5,664,000,000, cependant que les revenus, baissant de \$278 millions, tombaient à \$4,770,800,000.

Le pays n'a jamais connu semblable déficit en temps de paix. Les exercices des années de la dernière Guerre mondiale avaient été toutefois marqués de déficits sensiblement plus élevés: on se souvient de celui de 1914-1915, qui s'élevait à plus de \$2 milliards.

Durant l'exercice précédent, le déficit budgétaire ne s'était élevé qu'à \$33,600,000. Dans son dernier exposé budgétaire, le ministre des finances avait prédit un déficit de \$648 millions, fondant ce chiffre sur les estimations suivantes: revenus de \$4 milliards 632 millions et dépenses de \$5 milliards 300 millions. Il devait plus tard réviser ces prévisions, convaincu que le budget accusait un déficit de \$700 millions.

Le déficit annoncé hier est lui-même susceptible de révision, au moment où les livres seront fermés, c'est-à-dire vers le mois d'août. Mais les estimations du livre blanc sont habituellement très proches de la réalité.

Il convient de faire observer, au chapitre des dépenses, que celles du dernier exercice n'ont été approchées, dans toute l'histoire du pays, que par celles de 1943-1944, qui s'élevaient à \$5 milliards 322 millions.

Le budget du dernier exercice ne faisait d'ailleurs pas état de toutes les dépenses as-

sumées par le fédéral. Au titre de la caisse de sécurité de la vieillesse, le gouvernement a perçu grâce à des taxes non budgétaires \$378 millions qui ont été entièrement dépensés. Le déficit de la caisse, qui se

chiffrait par \$194 millions, a été amorti à même les revenus budgétaires.

Le gouvernement a également épuisé les \$211,800,000 que contenait la caisse spéciale d'équipement pour la défense

## On a épuisé la caisse spéciale de la défense

OTTAWA. — Le déficit du dernier exercice financier du gouvernement fédéral se serait élevé non pas à \$616,600,000, mais bien à \$828,400,000 si le ministre des finances, M. Fleming, n'avait épuisé jusqu'au dernier sou la caisse spéciale d'équipement pour la défense nationale.

Les frais de la défense passive s'élevaient à \$4,800,000, de \$4 millions qu'ils étaient en 1957-1958.

C'est ce que révèle le livre blanc. Le déficit annoncé par la comptabilité budgétaire s'élève à \$616,600,000. Mais le ministre des finances avait résolu, comme il le laissait prévoir dans son exposé budgétaire du 17 juin, de liquider ce qui restait dans la caisse spéciale, il a été possible d'employer \$211,800,000 à divers

ses dépenses militaires sans qu'il fût besoin d'en faire état dans le bilan du budget.

Mise en oeuvre avant 1956, cette caisse particulière constituait un dispositif de comptabilité auquel on crédite la valeur approximative de l'équipement fourni à certains partenaires de l'OTAN sous l'empire du pacte d'aide mutuelle. Les titulaires des finances lui imputaient d'habitude l'achat d'équipement et de fournitures diverses à l'intention des forces armées.

L'épuisement de ce compte spécial ne se manifeste dans le bilan budgétaire que par une diminution appréciable des dépenses de défense, qui sont tombées de \$1,687,400,000 à \$1,437,200,000. Sans cette intervention ni celle des deux autres comptes non budgétaires de moindre importance, les décaissements au titre de la défense auraient diminué, en regard du précédent exercice, que de \$38,600,000.

Ces chiffres, qui englobent les dépenses du ministère de la production de défense et de la défense passive, montrent de toute façon que le poste défense est resté et de loin le plus important au chapitre des dépenses budgétaires.

Mais dans l'ensemble, cette importance ne cesse de décroître, par suite de la diminution constante des crédits de la défense et de la hausse des dépenses dans d'autres secteurs.

Abstraction faite de la caisse spéciale d'équipement, le budget du dernier exercice consacrait 27 pour cent des dépenses à la défense. Durant l'exercice précédent, la défense représentait 33 pour cent des dépenses.

Le livre blanc ne révèle pas où est allé l'argent de la caisse spéciale, mais on croit savoir que l'Aviation en a absorbé la plus grande partie.

Les dépenses des recherches de défense sont tombées de \$78,700,000 à \$78, millions. Celles qui ont été faites au titre des contributions à l'OTAN ont baissé de \$11,400,000, tombant à \$97 millions. Dans l'intervalle,

plus onéreux du budget a été celui du financement de la dette publique, qui a absorbé à lui seul la somme de \$644,400,000, en regard des \$567,400,000 du précédent exercice.

Les subventions et les remboursements fiscaux aux provinces se sont élevés à \$467,200,000, de \$332,700,000 qu'ils étaient. Les allocations familiales ont elles aussi accusé une hausse, passant de \$437,900,000 à \$474,900,000.

Le deuxième des postes les

plus onéreux du budget a été celui du financement de la dette publique, qui a absorbé à lui seul la somme de \$644,400,000, en regard des \$567,400,000 du précédent exercice.

## Arthur Beauchesne restera la grande autorité en matière de procédure parlementaire

Par Clément BROWN  
correspondant parlementaire du DEVOIR

OTTAWA. — M. Arthur Beauchesne, greffier honoraire de la Chambre des communes, est décédé, mardi, à l'âge de 83 ans mais son nom continuera d'être quotidiennement cité aux Communes par son ouvrage de commentaires sur la procédure parlementaire devenu, selon le mot de M. Pearson, "La Bible" de nos législateurs.

M. Beauchesne fut, pendant vingt-quatre ans, de 1925 à 1949, greffier de la Chambre des communes où il était entré, en 1916, comme assistant-greffier. Il a donc activement participé au travail du greffier pendant trente-trois années consécutives. Il avait vite saisi l'importance attribuée, dans les parlements de tradition britannique, aux questions de procédure. En l'absence d'une autorité canadienne, pour ce qui avait trait aux règlements des Communes d'Ot-

tawa, il entreprit d'écrire son

ouvrage, "Beauchesne's Rules and Forms", devenu un classique et dont on s'inspire encore à tout moment.

Comme l'a dit M. Pearson, le nom de Beauchesne revient, dans les débats de la Chambre, plus souvent que celui de n'importe quel de ses membres élus.

Lorsqu'il prit sa retraite, en 1949, M. Louis Saint-Laurent proposa de le nommer greffier honoraire des Communes en reconnaissance des services qu'il avait rendus au Parlement canadien.

Malgré ses 73 ans bien comptés, M. Beauchesne eut une retraite active. En 1953, à 77 ans révolus, il tenta d'entrer dans ce parlement dont il avait été une figure familière et fut candidat conservateur dans le district d'Otawa-Est. Mais ce dernier effort pour réaliser un vieux rêve de jeunesse se termina par un échec.

Arthur Beauchesne a passé sa vie dans une atmosphère politique. Fils d'un député de Bonaventure à Québec et à Ottawa, il tenta lui aussi, en 1904 et en 1912, de succéder à son père dans l'un et l'autre parlement mais fut rejeté par l'électorat. Entre-temps, il s'était consacré à devenir secrétaire parlementaire de sir Adolphe Chapleau, en fondant un journal, L'Opinion, à Montréal, et en parachevant ses études de droit.

En 1913, il devenait fonctionnaire au ministère de la Justice et, en 1916, il entrait à la Chambre des communes comme assistant-greffier. Nommé greffier en 1925, il devait occuper cette fonction jusqu'en 1949. Il devait s'y illustrer comme une des plus grandes autorités britanniques en procédure parlementaire. Son nom, aujourd'hui, fait autorité à l'égard de celui de Beaurinot.

La cause française trouva en lui un ardent champion. M. Beauchesne fut président fondateur de l'Association technologique d'Ottawa, organisation groupant les spécialistes du parler français, qui en fit plus tard son président honoraire. Il fut aussi membre à vie de l'Institut canadien-français d'Ottawa et membre de la section française de la Société royale du Canada, organisme dont il fut secrétaire de 1936 à 1940. Il fut président de l'Association des juristes de langue française d'Ottawa.

Son intérêt ne se limitait pas cependant à la seule défense de la langue française. Il fit partie de nombre de sociétés, dont l'Institut canadien des affaires extérieures, l'Association parlementaire de l'empire (devenu association parlementaire du Commonwealth), la Canadian Geographical Society, l'Ordre hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, le Chartered Institute of Secretaries, l'Association of Canadian Clubs dont il fut vice-président national, etc.

L'Université d'Ottawa en fit un de ses docteurs honoris causa et le Barreau de Haiti le créa membre honoraire.

A part ses commentaires sur la procédure parlementaire, M. Beauchesne se fit l'historien des édifices parlementaires du Canada, publiant quelques études sur nos crèches d'autrefois et écrivit une histoire de Taillierand dont il était très fier.

Mais c'est surtout comme autorité dans l'analyse et la partie des règlements de la Chambre des communes du Canada qu'il jouit d'une réputation universelle. Cette étude s'inspire, en effet, des pratiques de la chambre des communes de Westminster et, par conséquent, dans ses principes, est applicable à toutes les législatures de tradition britannique.

(Suite à la page 8)

## Pour la première fois, le niveau de vie des Canadiens a baissé

OTTAWA. — Pour la première fois depuis nombre d'années, le niveau de vie des Canadiens a baissé durant l'exercice fiscal 1958-1959. Le livre blanc que le ministre des finances a déposé aux Communes hier en fait foi.

L'élévation du coût de la vie a en effet excédé celle du salaire moyen, rognant la puissance d'achat des consommateurs et amoindissant les revenus réels.

Le Canada a donc été durement atteint par la régression économique, conclut M. Fleming de l'étude du bilan de l'exercice qui a pris fin le 31 mars, mais il se trouve présentement en voie de rétablissement.

Le grand problème de l'année

a été sans contestation celui du chômage, qui a atteint un niveau inégalé depuis la dernière guerre mondiale. Dans plusieurs secteurs importants, comme le papier, le journal et les métaux, le commerce d'exportation a fléchi. Le prix des obligations a lui aussi accusé un certain fléchissement.

Le produit national brut, qui représente la valeur marchande des produits et des services, a atteint \$32 milliards 200 millions; il n'a manifesté qu'une élévation modeste de 2.5 pour cent au reste attribuable en majeure partie à la hausse des prix.

Le revenu des cultivateurs, qui avait diminué en 1957, a augmenté de huit pour cent durant le

dernier exercice et a totalisé \$2 milliards 808 millions. Le sort des travailleurs agricoles s'est donc amélioré cependant que celui des salariés urbains se détériorait.

Le chômage, proportionnellement à l'effectif ouvrier, a été de 6.5 pour cent, alors qu'il n'avait été que de 4.3 pour cent en 1957.

Le salaire annuel moyen, qui s'était élevé de \$131 ou de quatre pour cent durant l'exercice précédent, n'a été majoré que de \$61, passant à \$3,334, soit une augmentation de 1.8 pour cent, en 1958-1959.

Malgré la régression et le chômage, les Canadiens ont pu toutefois dépenser et épargner davantage. Les dépenses à la consommation ont passé de \$19 milliards 768 millions à \$20 milliards 713 millions, et les épargnes personnelles ont fait un bond de \$1 milliard 467 millions à \$2 milliards 96 millions.

Mais pendant ce temps les gouvernements fédéral et provinciaux dépensaient lourdement, de sorte que leur déficit global s'est chiffré par \$1 milliard 46 millions à la fin de l'exercice 1958-1959.

## Dette nationale de \$11 milliards

OTTAWA. — La dette nette du gouvernement fédéral était, estime-t-on, de \$11,685,800,000 le 31 mars — soit approximativement de \$685 pour chacun des 17,340,000 nationaux du Canada.

Le livre blanc, présenté à la Chambre des communes par le ministre des finances, montre que la dette nette a augmenté de \$639,500,000 au cours de l'exercice fiscal 1958-59.

Au début de l'année fiscale, la dette nette du gouvernement — qui était alors de \$11,046,300,000 — représentait \$549 pour chaque Canadien. La population était de 17,000,000 le 1er avril 1958.

Cette augmentation est attribuable au déficit record qu'on évalue à \$616,600,000 pour l'année, et au dédit de \$22,000,000 imputable à des transactions des années précédentes.

On calcule le chiffre de la dette nette en soustrayant la valeur de l'actif du total des obligations. Au cours de 1958-59, l'actif a augmenté de \$1,161,500,000, atteignant \$8,533,700,000; mais en même temps, le total des obligations faisait un bond de \$1,801,000,000 pour passer à \$20,219,500,000.

Le coût du service de la dette publique — formé surtout des paiements d'intérêts — a augmenté de \$77 millions en un an, et a représenté une somme de \$644,400,000, soit 12 pour cent des dépenses budgétaires.

## Maintenant... l'assurance-vie dans un "format économique"!

grâce aux

RÉDUCTIONS SUR LA QUANTITÉ que vous offre la DOMINION LIFE

Tout comme vous y gagnez à acheter le "format économique", lorsqu'il s'agit de produits domestiques, vous pouvez maintenant épargner en achetant de l'assurance-vie, par montants de \$5000, \$10,000 ou \$25,000. En effet, plus le montant de votre assurance-vie est élevé, plus les frais d'administration

sont bas. C'est cette épargne qui vous est alors transmise sous forme d'une réduction de prime suivant la quantité.

Demandez à votre agent Dominion Life des renseignements complémentaires ou complétez et postez le coupon ci-dessous.

THE DOMINION LIFE ASSURANCE COMPANY  
WATERLOO, ONTARIO

Veuillez m'envoyer des renseignements complets sur vos réductions sur la quantité, pour les montants de  
( ) \$5000 ( ) \$10,000 ( ) \$25,000

Nom.....

Adresse.....

Ville.....

Province..... Date de naissance.....

**Dominion Life**  
ASSURANCE COMPAGNIE

Depuis 1889  
SIÈGE SOCIAL: WATERLOO, ONTARIO

Gérant provincial..... Paul Baby  
Gérant adjoint..... Emile Daoust  
Gérants d'unité..... G. Neveu, L. Boucher  
Gérant de la succ. de Québec: Maurice Côté  
Surveillant régional de l'ass. groupe: Ian Eisenhardt



VOYAGEZ PAR  
AIR CANADA

## NEW-YORK 10 ENVOLEES PAR JOUR

(9 le samedi)

\$26.00 aller simple

- le service le plus fréquent
- le seul assuré entièrement par avions turbopropulsés
- le seul qui soit entièrement sans escale

Renseignez-vous sur l'économie TARIF FAMILIAL pour les voyages au Canada et aux Etats-Unis... et sur le PLAN BUDGETAIRE pour tout voyage (dont le prix dépasse \$100) en Amérique du nord ou outre-mer.

Adressez-vous à une agence de voyages ou téléphonez à AIR CANADA: HUNTER 9-3411 4 bureaux commodément situés

**AIR CANADA**

## Par le CN - confort - sécurité - service



Après un voyage agréable, vous arrivez frais et dispos.

VOYAGEZ EN PAIX - VOYAGEZ PAR TRAIN

**CANADIEN NATIONAL**

PAVEZ PLUS TARD